



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

# Revue de presse



Dimanche 25 septembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [Le Président Tebboune instruit les walis de prendre en charge les préoccupations du citoyen](#)

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit, samedi à Alger, les walis de poursuivre la prise en charge des préoccupations du citoyen pour instaurer un Etat basé sur l'égalité, soulignant que le citoyen "est l'alpha et l'oméga de la République".



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [L'économie nationale commence à se redresser](#)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, samedi à Alger, que l'économie nationale commençait à se redresser après avoir connu un ralentissement causé notamment par la pandémie Covid-19, indiquant que "la plupart des indicateurs sont aujourd'hui au vert".



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Exportations hors hydrocarbures : un objectif de 7 mds USD à fin 2022**

L'Algérie entend, dans le cadre de la nouvelle politique économique, faire de la diversification de son économie une réalité tangible, et atteindre, à fin 2022, une valeur de 7 mds USD d'exportations hors hydrocarbures, a affirmé, samedi à Alger, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.



### **Le Chef de l'Etat préside la rencontre Gouvernement-walis, Réforme de la fiscalité : Rendre attractives les collectivités locales**

La réforme de la finance et de la fiscalité locale est l'un des axes principaux soumis à débat lors de la réunion gouvernement-walis ouverte hier à Alger. Problématique récurrente, les élus locaux ont maille à partir avec le système fiscal en vigueur car il n'encourage, selon eux, «nullement la prise d'initiatives.



### **L'Algérie rejoindra le Brics**

Le redressement de l'économie nationale, un fait. Le Président Tebboune a affirmé hier que la situation économique est en redressement progressif. Le président a mis en avant l'impératif de relever le seuil du PIB ( produit intérieur brut), ce qui permettra à l'Algérie de rejoindre le Brics. « Notre économie sera forte lorsque l'Algérie rejoindra le Brics. Nous y préparons» a indiqué le président. Sur le même chapitre, il fera savoir que les organisations internationales, entre autres le FMI et la FAO qu'il a cité nommément dresse des constats, sans complaisance aucune, de l'évolution de l'économie algérienne.



### **Réforme financière et bancaire : L'engagement du Gouvernement**

La réforme financière et bancaire constitue une priorité pour le gouvernement. La modernisation des deux systèmes a connu une cadence accélérée entre septembre 2021 et août 2022, selon la déclaration de politique générale du gouvernement.



### Conjoncture : Les bouchées doubles pour la reprise

L'année 2022 est marquée par une évolution exceptionnelle de la conjoncture économique. Cela dit, le contexte international reste plein de menaces avec la crise en Ukraine et les foyers de tensions sous-jacents sur tous les continents. On peut dire que toutes les économies entament de profondes mutations et n'ont d'autres choix que de remonter au niveau le plus élevé possible, à la suite de la crise sanitaire qui a remis en cause les prévisions les plus raisonnables. Une crise qui s'est caractérisée par une croissance faible.



### Président Tebboune : « Nous avons engagé la bataille de la revalorisation du dinar »

La relance de la machine économique est une réalité, a attesté le chef de l'Etat, ce samedi à l'ouverture des travaux de la réunion du gouvernement avec les walis. Il a affirmé que des organisations internationales, telles que le FMI (Fonds monétaire international) et le FAO (Fond des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), qui « ne sauraient être complaisantes » a-t-il précisé, reconnaissent, dans leurs rapports, que l'Algérie a fait face à la crise sanitaire, sans éprouver son économie. « Aujourd'hui, notre économie commence à se redresser.



### Le président tebboune annonce une nouvelle ère dans la gestion des affaires du pays : «L'état des complots est terminé !»

Le chef de l'état a rappelé que «nous sommes rentrés dans une nouvelle ère, celle d'un état moderne. La République des intrigues et des complots est terminée», a-t-il affirmé. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, la réunion périodique gouvernement-walis., sous l'intitulé «Promotion de l'économie nationale et développement local». Cette quatrième édition s'est voulue comme un bilan de l'action du gouvernement en général et des walis en particulier.



## Promotion de l'emploi à travers une approche économique : Ce que dira Benabderrahmane à l'APN

La promotion de la création de groupements de microentreprises agricoles figure parmi les actions du gouvernement. Le document du gouvernement portant déclaration de politique générale explique dans son volet emploi «le soutien au développement des très petites, petites et moyennes entreprises, la création de microentreprises et le développement de la culture entrepreneuriale et du renforcement des capacités managériales.»



## Diversification économique : L'Algérie à pas sûrs...

Pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, la croissance économique a atteint, durant le 3e trimestre de 2021, un taux de plus de 6% et les exportations hors hydrocarbures ont franchi, un seuil historique de 5 milliards de dollars.



## Le PIB de l'Algérie devrait atteindre 180 milliards de dollars cette année

Le produit intérieur brut (PIB) pour cette année devrait atteindre 180 milliards de dollars, et l'Algérie occupe la deuxième place en Afrique, a indiqué l'économiste Mourad Kouachi. Dans une déclaration faite ce vendredi à la Radio locale Sétif, l'économiste a indiqué que le dinar algérien a connu un bond historique et soudain dans les seules transactions officielles, 1 euro ou dollar vaut 140 da.



## La CAPC salue le processus des réformes et de la révision de la législation économique : Nouvelle loi d'investissement

La Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a exprimé sa grande satisfaction quant à la publication des textes d'application et réglementaires de la nouvelle loi sur les investissements.

## Réformes économiques : L'Exécutif défend une approche axée sur la croissance

Après avoir dévoilé les textes d'application de la nouvelle loi sur l'investissement, censés projeter les investisseurs sur de meilleures visibilités et stabilités juridiques, l'Exécutif veut frapper fort, en convoquant une réunion gouvernement-walis et en dévoilant son plan pour inverser le cercle vicieux de la stagnation de l'investissement et de la lutte contre la bureaucratisation de l'économie.



## الرئيس تبون: دخلنا في مرحلة رفع قيمة الدينار والبنك العالمي اعترف بذلك

كشف رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، اليوم السبت، أن البنك العالمي اعترف بوجود مؤشرات ايجابية لرفع قيمة الدينار الجزائري. وأضاف الرئيس تبون على هامش اشرافه على افتتاح شغال لقاء الحكومة بالولاية، بأن الجزائر بدأت في مرحلة رفع الدينار.



## “دولة المكائد والدسائس انتهت.. ومنع الأمن المحلي من التحقيق حول المسؤولين”

أكد رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، دعمه الكامل لولاية الجمهورية في أخذ القرار لرفع الغبن عن المواطنين، واصفا حكام الولايات الجزائرية بـ “الركيزة الأساسية للدولة”، من أجل تحقيق التنمية المطلوبة في البلاد، مضيفا بأن التحريات التي سيتم فتحها مستقبلا في حق مسؤول محلي، إثر أي شكوك بشبهات فساد، لن تكون من قبل الأمن المحلي، بل ستكون على مستوى العاصمة، من خلال مؤسسات متخصصة في الرقابة، وتحت إمرتها شخصيا.



## بهدف منع التهرب الضريبي وتحويل رؤوس الأموال: تشديد الرقابة الجمركية لإحباط “التصريحات الكاذب”

شرع رؤساء فرق مفتشية أقسام الجمارك بالموانئ في تشديد الرقابة والتفتيش لجميع الحاويات القادمة من الخارج، أثناء تمريرها على أجهزة السكاير والنظام الآلي للرقابة والجمركة، لمنع احتيال بعض المستوردين، من خلال التصريح الكاذب لسلعهم في الكمية وقيمة البضاعة، ومنع تسريب أي بضائع مشبوهة، بهدف التهرب الضريبي والجمركي وتحويل رؤوس الأموال بطريقة غير شرعية، أو تهرب المتعامل من دفع الحقوق المستحقة والرسوم الجمركية.



## ابتداء من جانفي 2023.. رئيس الجمهورية يعلن: رفع الأجور المتوسطة والضعيفة ومراجعة منح التقاعد

أعلن رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، السبت بالجزائر العاصمة، عن رفع الأجور المتوسطة والضعيفة، ومراجعة منح التقاعد، وكذا رفع منحة البطالة، ابتداء من جانفي 2023. وقال رئيس الجمهورية، في كلمة له على هامش إشرافه على لقاء الحكومة والولاية السبت إن “اقتصادنا بدأ يسترجع صحته، وفي 2023 سنواصل رفع الغبن عن المواطن. سيتم رفع الرواتب المتوسطة والضعيفة وكذا رفع منحة البطالة.”

**CONJONCTURE ÉCONOMIQUE**

# Les prévisions optimistes du Cnese

*L'embellie sur les marchés mondiaux des hydrocarbures, entre autres facteurs, a fait son effet sur l'économie algérienne, toujours aussi dépendante du pétrole et du gaz même si depuis l'année dernière, selon les chiffres officiels, les exportations hors hydrocarbures ont permis à l'Algérie de diversifier un tant soit peu ses revenus et, du coup, voir sous un meilleur angle la suite de cette année et celle d'après. C'est ce qui ressort globalement de l'analyse du Conseil économique, social et environnemental (Cnese).*

Invités à livrer leurs perspectives pour l'année 2023 devant les députés de la Commission Finances de l'APN, deux experts du Cnese, Mohamed Chohra et Mehdi Bouchetara, ont dressé un tableau d'ouï ressortant des indicateurs socio-économiques qui annoncent une année 2023 sous les meilleurs auspices. Une bonne année 2023 en perspective dont 2022 a été un prélude avec «la rentrée sociale 2022 (qui) a été marquée par une aisance dans la gestion par rapport à 2020 et 2021», selon l'appréciation du Cnese dont les experts, se fiant à des données officielles, présagent une balance commerciale d'un excédent de près de 13 milliards de dollars à la fin de cette année, après avoir enregistré un excédent de 5,7 milliards USD durant le premier semestre et une valeur des exportations hors hydrocarbures de 3,5 milliards USD. Une situation qui n'a rien à voir avec celle de 2021, lorsque la balance commerciale enregistrait durant le 1er semestre



de cette année-là un déficit de 1,7 milliard USD après les 7,6 milliards USD de déficit enregistrés durant le 1er semestre de 2020.

Des perspectives pour 2023, au Cnese l'on s'attend à ce que les exportations algériennes hors hydrocarbures atteignent la barre des 10 milliards USD et, plus globalement, il est attendu que ces indicateurs contribuent à réduire l'inflation en Algérie et la résorption de certains impacts induits par la conjoncture internationale, ayant influé sur la chaîne des approvisionnements mondiaux et qui se sont répercutés sur la hausse des cours de certaines marchandises de base sur le marché mondial. Les deux experts n'ont pas manqué à l'occasion de revenir sur le sujet du transport maritime, sorti des tiroirs, il y a quelques années déjà, mais sans que soit concrétisée l'ambition de se doter d'une flotte à même de permettre que l'Algérie «renforce ses parts de marché dans le domaine du

transport maritime, notamment dans le Bassin méditerranéen», comme l'espèrent les experts du Cnese. Ils préconisent, pour ce faire, la réalisation de ports pouvant accueillir des navires de transport de marchandises sur de longues distances.

Pour cette année, grâce à l'amélioration des recettes du pays, le Cnese table sur une croissance de 3 à 3,5%. Une évolution positive du PIB qui devrait se répercuter positivement sur le taux d'inflation et les indices de chômage, selon les explications des experts du Cnese qui voient l'Algérie faire face à plusieurs défis dans les années à venir, citant entre autres, «le grand dossier de la révision de la politique de subvention», la lutte contre le marché parallèle et la contrebande des biens de consommation vers les pays voisins, et la révision du partenariat avec l'Union européenne.

Azedine Maktour

**PREROGATIVES DES WALIS - POUVOIR D'ACHAT**

# Les grandes annonces de Tebboune

*Aux walis qui hésitent parfois à être entrepreneurs, le président de la République a assuré qu'ils n'avaient non seulement rien à craindre, mais que leurs prérogatives allaient être renforcées à travers un décret qui leur redonnera la place d'unique représentant du pouvoir central au niveau local. Pas de craintes également en matière de poursuites judiciaires non motivées puisque le président de la République a rappelé une fois de plus que les lettres anonymes de dénonciation n'étaient pas prises en compte et qu'aucune enquête ne sera diligentée localement, mais depuis Alger, uniquement.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Abdelmadjid Tebboune qui présidait hier samedi la réunion gouvernement-walis a affirmé que 82% des problèmes recensés au niveau des zones d'ombre étaient réglés, promettant une année 2023 sous le signe du «changement dans la gestion des affaires publiques».

Le président de la République a longuement évoqué la gestion locale et les prérogatives des walis, affirmant que «l'arrière pensée de cette rencontre, c'est de remettre le wali dans son

qui restituera aux walis leurs prérogatives. A ces derniers, le président de la République demande d'être entrepreneurs sans craindre des poursuites judiciaires. Des assurances leurs ont été données avec l'interdiction d'ouverture de toute enquête sur la base des lettres de dénonciation anonymes. Les magistrats ont été instruits afin de faire la distinction entre les erreurs purement administratives et la corruption.

Autre mesure : une circulaire a été adressée aux corps de sécurité pour interdire les investigations au

**Ces magistrats ont été instruits afin de faire la distinction entre les erreurs purement administratives et la corruption.**

révo-», rappelant que lorsque les walis étaient les seuls représentants du pouvoir central, «les choses fonctionnaient» avant que dans les années 90, le wali ne soit dépourvu de prérogatives pour se transformer en «bouc émissaire».

**«Fin la République des peaux de bananes»**

Pour mettre un terme à cette situation, Abdelmadjid Tebboune a évoqué un décret présidentiel

niveau local lorsqu'il y a des soupçons de corruption qui pèsent sur des responsables. Les enquêtes ne seront diligentées qu'à partir d'Alger pour, affirme Tebboune, mettre fin à la «République des peaux de bananes».

À la fin des travaux de la réunion, le gouvernement devra installer deux commissions qui auront pour mission, la révision du code communal et de wilaya. Au cours de son intervention qui a duré plus d'une heure, le président de la



République a fait une évaluation de ce qui avait été réalisé depuis la dernière réunion du même type, tenue il y a une année.

En ce qui concerne les zones d'ombre, Abdelmadjid Tebboune n'a pas caché sa satisfaction évoquant pas moins de 82% de problèmes réglés au niveau local, permettant, dit-il, à des populations entières d'accéder à l'éducation, à l'électricité et à diverses commodités. Les 18% de problèmes en suspens devraient, dit-il, être réglés d'ici la fin de cette année. «Il n'était pas possible de continuer à emballer les villes et oublier ces zones, même si cela nécessite des milliards de dinars».

**«2023, année du changement»**

Pas d'auto-satisfaction, assure néanmoins le président de la République, en dépit des résultats obtenus, notamment au niveau social, tout en promettant une année 2023 placée sous le signe du «changement dans la gestion des affaires publiques».

Les défis sont nombreux tant

au niveau social qu'économique même si le président de la République considère que l'économie nationale «reprend des forces» avec des indicateurs «au vert ou qui tendent vers le vert» et l'objectif d'atteindre un taux de croissance permettant au pays de rejoindre le Brics. Durant l'année à venir, les salaires connaîtront une hausse. Idem pour les pensions de retraite et l'allocation

**Durant l'année à venir, les salaires connaîtront une hausse. Idem pour les pensions de retraite et l'allocation chômage.**

chômage, dès janvier ou février prochain.

Le gouvernement est d'ores et déjà instruit afin de revoir les salaires des enseignants ceux des paramédicaux et réviser leurs statuts particuliers.

**La diplomatie a repris ses droits**

Au cours de son discours, le président de la République a parlé du rôle que joue l'Algérie au plan régional après des années

d'inertie. L'Algérie, dit-il «a repris sa place et ne se taira pas». Elle restera, ajoute-t-il, aux côtés des Libyens jusqu'à ce que le pays renoue avec la stabilité», plaçant pour la légalité soit des armes, soit internationale, rappelant que «pour le moment, il n'y a pas de solution en Libye, hormis la voix du peuple».

Au Sahel, où certains pays se distinguent par la demande de,

dit-il «un pas en avant, trois en arrière», l'Algérie reste aux côtés du Mali et où il y a un consensus pour revenir aux accords d'Alger».

Pas de changement de position au sujet du Sahara Occidental, une «question de décolonisation où nous n'avons aucun intérêt». Idem pour la Palestine pour laquelle la position reste immuable, signe que «l'Algérie a raison».

N. L.

■ La sécurité et l'autosuffisance alimentaire, une priorité pour le Gouvernement

## Prévision 2022 : La valeur de la production agricole estimée à 4.500 milliards DA

**La pandémie mondiale de Covid-19 a mis à mal l'économie mondiale et fait ressurgir la peur d'une crise alimentaire sans précédent en raison des pénuries accrues des produits alimentaires sur le marché et la hausse des prix.**

Aujourd'hui, cette crise alimentaire est exacerbée par l'offensive russe en Ukraine (premiers producteurs et exportateurs de blé et d'engrais). Le Gouvernement a dû intervenir en urgence pour lutter contre les épisodes de pénuries alimentaires qui ont touchés principalement les produits de large consommation. Parmi les mesures prises par les autorités nationales : gel des taxes, maintien de la politique de subventions des produits de base, le plafonnement des prix... Mais la plus importante est celle du soutien de la production agricole locale. Un défi de taille. Des actions qui ont aidé à relever le volume de la production agricole qui a enregistré une hausse de 31% en 2022, selon le document de la Déclaration de politique générale du Gouvernement qui sera présentée le 3 octobre prochain devant le Parlement. Les pouvoirs publics ont dû agir vite et adapter leur riposte aux besoins locaux, malgré les contraintes climatiques (baisse

de la pluviométrie, épisodes de hausse de chaleur...), techniques et financiers. Un intérêt particulier était accordé, entre autres, à l'élevage bovin laitier, au développement de l'agriculture saharienne, de la culture de colza et des céréales... etc.

« Plusieurs actions visant le renforcement des bases d'une sécurité alimentaire durable et la réduction des importations alimentaires ont été concrétisées par le Gouvernement dans les secteurs de l'Agriculture et de la Pêche ».

Pour faire progresser et diversifier la production agricole nationale, le Gouvernement s'est concentré dans sa nouvelle vision sur le « développement des filières stratégiques, les céréales et les cultures industrielles, en sus du renforcement des dispositifs de régulation, la modernisation des systèmes de veille sanitaire et phytosanitaire et le renforcement du contrôle de la qualité des produits agricoles », selon le document qui donne le bilan de l'année allant de septembre 2021 à août 2022.

Concernant la filière des céréales, le Gouvernement affiche son optimisme et espère atteindre d'ici « 2025 une production à de 55 millions qx et une superficie de 3,75 millions ha », alors que le volume de la production actuelle (collecte en cours) est estimée à environ « 41 millions de qx contre 27,6 millions de qx en 2021 », selon la

même source. Une hausse significative du volume de production, malgré les contraintes multiples que rencontre cette filière. L'impasse provoquée par la guerre en Ukraine et l'arrêt des importations du blé russe et ukrainien pendant des mois a affecté les réserves nationales de céréales et entraîné des pénuries (pâtes, semoules, farine...) et une flambée des prix sur le marché national.

Pour surmonter la crise, l'Etat a concentré ses objectifs sur le développement de toutes les filiales stratégiques du secteur agricole, notamment, au Sud du pays. Pour développer l'agriculture saharienne, les autorités ont affecté « un portefeuille foncier initial, au titre de la concession pour une superficie de 134.000 ha au profit de 140 investisseurs, alors qu'un programme en cours de 97.000 ha est prévu au cours de 2022 ».

### La production de concentré de tomate enregistre un excédent de 104 milliards DA

Le Gouvernement a, également, mis en place des actions pour soutenir l'industrie agro-alimentaire pour réduire la facture des importations. « La production de filière tomate industrielle (2021-2022) est évaluée à « 23,3 millions de qx contre 19,3 millions de qx en 2020, enregistrant un excédent de production de concentré de tomate de 104 milliards DA », relève le même do-

cument. Le Gouvernement table sur une hausse de production des filières de viande rouge et blanche. Ces filières connaissent des épisodes de grandes pénuries et une inflation inédite des prix à la production et à la vente. Pour réduire cette pression inflationniste, l'Etat a pris de nombreuses décisions, concernant l'aliment de bétail...

Il s'est aussi focalisé sur le développement du secteur de la pêche pour augmenter la production ainsi que les exportations. « La production halieutique a enregistré une croissance globale, entre 2020 et 2021, de 11,28%, passant de 87.622 tonnes à 97.508 tonnes. La production prévue à la fin de l'année 2022 est de 116.000 tonnes, soit un taux de croissance de 19% », indique la même source.

Le Gouvernement promet d'accompagner davantage les acteurs du secteur agricole et d'encourager toutes les initiatives jeunes et innovantes. L'objectif est d'atteindre la sécurité alimentaire et de doper sa croissance. « Le secteur agricole participe à hauteur de 14,7% au PIB avec une valeur de production agricole prévisionnelle en 2022 de 4.500 milliards DA (contre 3.500 milliards DA en 2021, soit une augmentation de 31%) et emploie 2,7 millions de personnes, soit plus de 20% de la population active », indique le même document.

**Samira Takharboucht**

IL ENREGISTRE UNE REMONTÉE FACE À L'EURO

## Le dinar retrouve des couleurs

La monnaie nationale a atteint des niveaux les plus hauts face à l'euro et au Dollar américain. Cette hausse inédite devrait durer encore les mois à venir selon les experts qui mettent en avant le contexte monétaire international et la situation géopolitique. Le dinar algérien s'est apprécié de 12,5% ces derniers jours en comparaison avec la même période de l'année dernière.



**L**e dinar algérien s'est apprécié depuis quelques semaines. Un raffermissement qui est particulièrement le résultat d'un ensemble d'événements externes. La monnaie unique de l'Europe s'est dépréciée ces dernières semaines, alors que depuis le mois de mars les signes d'une dépréciation de l'euro avaient apparus, en regard au conflit entre l'Occident et la Russie et ses répercussions sur le prix de l'énergie.

L'euro est passé sous la parité avec le dollar en début du mois.

Il est passé sous 0,99 dollar pour la première fois depuis la mise en circulation de la monnaie unique de l'Europe (2002), alors que l'euro était en parité avec le dollar en mois de juillet. Hier, l'euro a atteint 0,9690 dollar et 138,60 dinars, continuant ainsi sa tendance baissière.

Le dinar «profite» donc de cette situation, conjoncturelle, selon les experts.

L'Algérie doit cependant exploiter cette conjoncture pour engager des réformes structurelles, de l'avis Si cette hausse de la valeur

du dinar est principalement le résultat des éléments externes, elle a été cependant avancée par le Premier ministre au début de l'année passée.

Aymen Benabdelfalmane avait en effet estimé que «la monnaie nationale devrait enregistrer un regain avant la fin de l'année en cours» (2021), soulignant que le secteur s'attèle à «une réévaluation de la monnaie nationale selon les capacités de l'économie nationale».

«Le décollage économique que connaît l'Algérie dans les

prochains jours à la faveur du lancement de plusieurs projets de développement va permettre à la monnaie de retrouver sa force économique et son pouvoir libérateur», avait-il indiqué, niant l'hypothèse que le dinar soit en situation d'effondrement.

«La monnaie est le miroir de l'économie», avait-il dit, soulignant que : «La monnaie nationale n'est pas dans une situation d'effondrement comme le prétendent certains mais plutôt en reprise». Néanmoins d'aucuns estiment qu'il est plus que

nécessaire de redonner sa valeur au dinar qui doit passer par des réformes. D'autres jugent aussi nécessaire de «rétablir» le centime qui est complètement absent ou disparu dans le marché fiduciaire, alors que dans toutes les monnaies du monde il est toujours utilisé.

Le dinar lui-même, symbole de la souveraineté, n'est plus reconnu par les nouvelles générations. Tout un programme pour relancer une réforme en profondeur de la loi sur la monnaie et le crédit.

**Lilias Ait Akli**

RENCONTRE GOUVERNEMENT-WALIS

# IMPORTANTES ANNONCES DU PRÉSIDENT TEBBOUNE



Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a prononcé, hier après-midi à l'ouverture de la réunion du gouvernement avec les walis, beaucoup plus qu'une allocution de circonstance, mais plutôt un discours à la Nation de plus d'une heure où il a annoncé d'importantes décisions dans le but d'améliorer le pouvoir d'achat de certaines franges de la population. D'ailleurs le citoyen et l'amélioration de sa qualité de vie étaient le point central de l'intervention du Président, qui n'a pas hésité à utiliser parfois un ton sévère, voire «musclé» à l'endroit des walis et des membres du gouvernement qui prendraient à la légère cette instruction de mettre le citoyen au-dessus de tout. «Prêtez attention à vos pauvres», leur a-t-il lancé, pour leur faire comprendre que c'est ainsi qu'ils pourront obtenir la paix sociale. Auparavant, le Président Tebboune a annoncé l'éradication de 82% des zones d'ombres grâce à un apport financier très appréciable du Trésor public, ainsi qu'un dévouement et au travail acharné de certains walis qui ont apporté l'aide et le secours nécessaires à des populations en détresse par manque de moyens et d'infrastructures. Selon le Président, le dossier des zones d'ombres sera définitivement fermé en 2023. Abdelmadjid Tebboune a rendu

un hommage appuyé à l'entreprise publique Sonelgaz qui a joué un rôle clé dans l'électrification des régions reculées du pays au grand bonheur de leurs habitants.

Le Président Tebboune a annoncé une augmentation des salaires dès l'année prochaine des enseignants et du personnel paramédical, ainsi que la mise en place d'un statut particulier à ces professions. Les retraités seront également concernés par une augmentation de leur pension mensuelle. L'allocation chômage, dont se distingue l'Algérie de certains pays, sera également relevée en 2023. En termes d'encouragement aux entreprises, le Président a annoncé une réduction de la fiscalité au cours de cette année.

## DES OBJECTIFS PRÉCIS

A côté de ces annonces qui sans doute réjouiront une grande partie des citoyens, le président de la République a fixé des objectifs précis. Notamment celui de porter la production céréalière à près de 9 millions de tonnes. Abdelmadjid Tebboune se désole de voir un pays céréalier comme l'Algérie enregistrer un rendement moyen à l'hectare de 20 quintaux. C'est, selon lui, dérisoire. Avec plus de trois millions d'hectares, on peut obtenir une production de 9 millions de quintaux, si l'on arrive à

atteindre seulement 30% de rendement. Ce qui est dans les capacités de nos agriculteurs si on leur apporte l'appui technique et logistique nécessaires, selon le Président. Il a également mis l'accent sur les exportations hors hydrocarbures qui atteindront cette année près de 5 milliards de dollars. Tebboune escompte même porter ce chiffre à 7 ou 8 milliards de dollars en 2023. Il se dit même optimiste pour arriver à ce résultat surprenant grâce aux différents opérateurs qui activent dans les domaines du ciment, de l'acier, des pneumatiques et des produits agricoles. «L'économie algérienne prend de l'essor et se dirige vers la diversification de ses ressources en devises», a déclaré le Président.

L'objectif primordial et stratégique pour l'avenir du pays est, selon Abdelmadjid Tebboune, d'atteindre le niveau requis pour pouvoir intégrer l'organisation des BRICS qui comptent cinq pays, parmi lesquels la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud, afin de pouvoir peser dans les négociations économiques internationales au G20, à l'OMC et au FMI. «Nous entrons dans un Etat moderne», dira le président Tebboune.

Au cours de son discours, le président Tebboune a longuement évoqué le rôle du wali, le représentant de l'Etat au niveau local qui a été dépouillé de ses

prérogatives par la «*gissaba*». Le wali a été réhabilité dans sa mission première, celle d'être en symbiose avec les citoyens et d'avoir le courage de prendre ses responsabilités quand il s'agit de défendre les intérêts de l'Etat et du citoyen.

## L'ANCIEN SYSTÈME À L'INDEX

Le président Abdelmadjid Tebboune évoquera à plusieurs reprises l'ancien système qui a failli mettre le pays en faillite. Il a annoncé à cet égard que des initiatives sont prises par le gouvernement pour récupérer les sommes faramineuses dérobées et placées à l'étranger.

Le Président a longuement parlé de la jeunesse algérienne à qui il a rendu un hommage appuyé. Grâce à elle, le nombre de start-up est passé pratiquement de zéro à presque 4900, dont certaines ont un niveau international.

Autant dire que le Président Tebboune a prononcé un discours dense et riche, jusqu'à aborder les positions de l'Algérie sur le plan international concernant le Sahara occidental qui est une question de décolonisation, le problème des pays du Sahel, notamment le Mali et le Niger. La guerre fratricide qui déchire le peuple libyen, ainsi que le drame du peuple palestinien qui doit récupérer ses terres.

M.T. Messaoudi

## EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES UN OBJECTIF DE 7 MILLIARDS DE DOLLARS À FIN 2022

L'Algérie entend, dans le cadre de la nouvelle politique économique, faire de la diversification de son économie une réalité tangible, et atteindre, à fin 2022, une valeur de 7 mds dollars d'exportations hors hydrocarbures, a affirmé, hier à Alger, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Présidant au Palais des nations (Club des Pins) l'ouverture des travaux de la rencontre Gouvernement-walis, le Président Tebboune a indiqué que «la libération et la diversification de l'économie nationale n'étaient qu'un simple slogan durant les 30 ou 40 dernières années», observant que «les exportations hors hydrocarbures ne dépassaient pas 1,3 mds dollars».

«L'objectif tracé consiste à réaliser 7 mds USD d'exportations hors hydrocarbures durant l'année en cours», a poursuivi le Président Tebboune, rappelant que l'Algérie avait exporté en 2021 près de 5 mds de marchandises hors hydrocarbures. Soulignant que le niveau d'exportation constituait dans toute économie un indicateur de développement, de dynamique d'emploi et de hausse de la valeur ajoutée, le président de la République a fait observer que l'économie algérienne connaissait une nouvelle dynamique. Cette dynamique, a-t-il relevé, a été rendue possible grâce à plusieurs filières industrielles dont les produits étaient autrefois importés par

l'Algérie et qui sont aujourd'hui exportés, à l'instar des produits de la sidérurgie, du ciment, des produits agricoles et alimentaires et le caoutchouc (pneus de voitures). Parallèlement à l'augmentation des exportations hors hydrocarbures, le Président Tebboune a insisté sur l'orientation des pouvoirs publics en matière de maîtrise des importations. Il rappellera, à cet égard, l'interdiction de l'importation de toutes les marchandises produites localement, relevant qu'il sera procédé au recensement de tous les produits locaux «secteur par secteur», ce qui permettra, a-t-il dit, une mise en œuvre effective de cette mesure.

تحسبا لانطلاق المناقشة يوم 3 أكتوبر القادم

# استنفار برلماني لمناقشة بيان السياسة العامة للحكومة

■ التدخلات حسب التخصص والابتعاد عن التكرار والمشاكل المحلية  
■ مكتب المجلس يخصص 6 دقائق لكل نائب و20 دقيقة لرؤساء الكتل

سحرت الكتل البرلمانية بالمجلس الشعبي الوطني، برامج تكوينية لنوابها، تحسبا لمناقشة بيان السياسة العامة للحكومة، حيث وزعت التدخلات حسب التخصصات، وأوصت نوابها بالتنسيق وتجنب التكرار من أجل تغطية كل الجوانب، وعدم استهلاك وقت التدخلات في طرح الانشغالات المحلية، فيما خصص مكتب المجلس 6 دقائق لتدخل كل نائب و20 دقيقة لرؤساء الكتل، مع برمجة 310 تدخل من إجمالي 407 نائب، حسبما رصدته "المساء".



شريعة صايد

بولاية الشلف، لتحديد كيفية التعامل مع إثراء بيان السياسة العامة للحكومة، وتقييم ما حققته الحكومة وما أخفقت فيه، حسبما كده لـ"المساء"، الأمين العام الوطني للإعلام بالحزب الساسي لمرابي.

وستقوم الكتلة على ضوء تلك التوجهات، بضبط برنامج لتدخلات مفصل، مع التركيز على الأرقام والمحاوير الكبرى، في توزيع التدخلات حتى تكون ناجعة وشاملة.

## "البناء" توزع المدخلات حسب التخصصات

اختارت الكتلة البرلمانية لحركة البناء الوطني، توزيع المدخلات الخاصة بمناقشة بيان السياسة العامة للحكومة، على نوابها الـ39، حسب تخصصاتهم القانونية، الاقتصادية، الاجتماعية والدولية. حسب ما كده النائب عبد الرزاق تواتي لـ"المساء"، حيث أشار، إلى إهداء توصيات لتبادل المدخلات والتنسيق فيما بين النواب، حرصا على تناول كل المحاور بالإثراء والاقتراحات، مشيرا إلى برمجة لقاء بين رؤساء الكتل والنواب في 2 أكتوبر القادم، ورخصت الكتلة بدقيقة ونصف لكل نائب في نهاية كل مداخلة لتناول الشأن المحلي.

على الصعيد التنظيمي، برمجت الحركة لقاء مع نوابها نهاية الأسبوع بمقر الكتلة، لضبط محاور المناقشة، في إطار ممارسة الحق الرقابي على الحكومة، حيث تحرص الكتلة على رصد الإنجازات والإخفاقات بالرجوع لوثيقة المخطط المصادق عليه السنة الماضية.

ويضيف النائب، أنه سيتم تقديم المقترحات والحلول المناسبة لكل قطاع، فضلا عن تسليم الضوء على المسائل التي أفلها البيان وأسباب ذلك، على أن تكون المدخلات شاملة لكل القطاعات، وهادفة بعيدا عن العشوائية، مع التركيز على الأولويات والمسائل الهامة.

وستحرص الكتلة كذلك، حسب النائب عجيصة، أن تكون المدخلات بعيدة عن المشاكل المحلية، خاصة وأن نزول بيان السياسة العامة يتزامن وظرف إقليمي ودولي حساس، مشيرا إلى أن محورا هاما في المدخلات سيخصص للدبلوماسية الجزائرية والمسائل الدولية.

## زيتوني يجتمع بمنتخبي الحزب الخميس القادم

يلتقى الأمين العام للأرندي، الطيب زيتوني، نواب الحزب بالفترتين يوم 29 سبتمبر الجاري

شرعت الكتل البرلمانية في التحضير لجلسة المناقشة التي تنطلق يوم 3 أكتوبر القادم وتستمر إلى السادس من نفس الشهر، حتى تؤدي دورها الرقابي في تطبيق مخطط عمل الحكومة.

في السياق، أكد نائب رئيس الكتلة البرلمانية للأحرار، محمد أتور بوشويط، لـ"المساء"، أن الكتلة أسدت تعليمات لنوابها للتنسيق فيما بينهم تجنباً لتكرار الأسئلة، واستهلاك وقت التدخلات في طرح المشاكل المحلية التي لديها مجالها عبر أية الأسئلة الشفوية والكتبية، إذ ستكون محاور بيان السياسة العامة للحكومة حاضرة في النقاش.

وأبدى المتحدث التزام نواب الكتلة بدعم بيان السياسة العامة بعد انتهاء النقاش، على اعتبار أنه منبثق من مخطط أعد لتطبيق برنامج رئيس الجمهورية.

## الأفغان، شرعنا باكرا في الاستعداد للنقاش

من جهته، أشار العضو القيادي في الأفغان، سيد أحمد تلماري، لـ"المساء" إلى أن المجموعة البرلمانية للحزب، شرعت ميكرا في التحضير لمناقشة بيان السياسة العامة للحكومة، عن طريق مكتبها ورؤسها وجميع النواب، حيث سيتم جمع كل الاقتراحات والملاحظات الخاصة بالوثيقة لتصويب بعض النقائص إن وجدت، وتجمع لتشكيل موقف الحزب بالتنسيق مع قيادته.

## "حمس" تستحسن التزام الحكومة ببيان السياسة العامة

كما ثمن العضو القيادي في حركة مجتمع السلم، يوسف عجيصة، لـ"المساء"، نزول بيان السياسة العامة للبرلمان، في أجاله القانونية، معتبرا ذلك خطوة جيدة في مسار التغيير، لاسيما وأن في العهود السابقة كان رؤساء الحكومات لا يقدمون بيان السياسة العامة للحكومة للبرلمان.

## Revue de presse du samedi 24 Septembre 2022



### Prévisions des experts du CNESE : Indicateurs socio-économiques positifs pour 2023

Des experts du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), auditionnés jeudi par la commission des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN), prévoient des indicateurs socio-économiques positifs en 2023. Les experts Mohamed Chohra, chargé d'études et de synthèse (CES) au cabinet du président du CNESE, et Mehdi Bouchetara, directeur d'études au département gouvernance et régulation, s'exprimaient lors d'une séance d'audition tenue jeudi par la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) sous la présidence de Lakhdar Salmi.



### Sous le Haut patronage du Président Tebboune, Rencontre, samedi, Gouvernement-walis : Evaluer, corriger et passer à l'étape supérieure

La rencontre gouvernement-walis, aujourd'hui et demain à Alger, constitue une étape pour évaluer l'action du gouvernement et la mise en œuvre d'une feuille de route pour le suivi des résolutions prises lors de la précédente rencontre, sanctionnées par 182 recommandations relatives à la relance de l'investissement et à l'adaptation des programmes de développement dans le sillage du nouveau mode de gestion des services publics locaux et des collectivités locales.



### Eclairage : Redynamisation

La mise en œuvre du processus de développement local dans le cadre des transitions actuelles en Algérie constitue l'un des objectifs majeurs du plan d'action du gouvernement initié par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.



## **Déclaration de Politique générale du Gouvernement, Investissement et climat des affaires : Au cœur de l'action du gouvernement**

15 projets d'investissements sont en cours de réalisation et mis partiellement en exploitation, et 7 autres projets sont déjà achevés et mis en exploitation. La promotion de l'investissement et l'amélioration du climat des affaires ont été au cœur du Plan d'action du gouvernement durant l'exercice 2021-2022, selon la Déclaration de politique générale.



## **Finances publiques : Transparence, rigueur et optimisation**

Le gouvernement a engagé une série d'actions, dans le cadre de la poursuite de l'adaptation du système des finances publiques aux mutations économiques qu'a connues l'Algérie, en vue d'une plus grande transparence, de rigueur budgétaire et d'optimisation de l'utilisation des ressources budgétaires.



## **Système bancaire et financier : Inclusion et performance**

La réalisation des actions du gouvernement pour la modernisation du système bancaire et financier a connu une cadence accélérée entre septembre 2021 et août 2022, selon la déclaration de politique générale. Ces actions visent principalement «la consolidation d'un secteur bancaire et financier performant, moderne et accessible, susceptible d'apporter une contribution effective au développement de l'économie nationale», est-il expliqué dans ce document.



## **Renouveau économique : relancer les leviers de croissance**

Amélioration du pouvoir d'achat du citoyen, consolidation des systèmes de sécurité sociale et de retraite, revalorisation des salaires et des pensions de retraite, institution de l'allocation chômage, stabilisation des prix...



### [Avant-projet de loi de finances 2023 : D'importantes mesures sociales introduites](#)

Le texte sera adopté lors d'un prochain Conseil des ministres. Présenté, mercredi dernier, par le ministre des Finances au Conseil du gouvernement, ce texte sera adopté lors d'un prochain Conseil des ministres. L'avant-projet de loi de finances 2023 introduira plusieurs mesures, notamment d'ordre social. Rappelons dans ce contexte l'engagement du chef de l'État en fin juillet dernier à augmenter les salaires, l'allocation chômage et les pensions de retraite au regard «des recettes supplémentaires engrangées en 2022 par l'économie nationale».



### [Déclaration de politique générale du gouvernement : L'État de droit en point de mire](#)

La modernisation de la justice est abordée avec acuité dans la perspective de faire de l'État de droit une notion concrète et non pas un vain mot. La mouture de la déclaration de politique générale du gouvernement accorde beaucoup d'intérêt «à la poursuite des réformes politiques et institutionnelles pour la consolidation de l'État de droit».



### [Le président sera exigeant envers les walis : Tebboune place la barre très haut](#)

Le président de la République va sommer les walis de prendre leurs responsabilités pour assurer leur mission dont la priorité est de donner plus de dynamique au secteur économique et de rompre avec la gestion bureaucratique et folklorique.



### [Douanes : des canaux de communication directs avec les opérateurs afin de promouvoir les exportations](#)

Le Directeur divisionnaire de la fiscalité et du recouvrement auprès de la Direction Générale des Douanes, Toufik Sassi, a mis l'accent, jeudi, sur les démarches de la Direction des Douanes pour ouvrir des canaux directs de communication avec les opérateurs économiques pour les accompagner sur le terrain, afin de promouvoir les exportations hors hydrocarbures et relancer le commerce.



### **L'Etat en a mis tous les moyens nécessaires : Lancement demain du 6e RGPH**

Le 6e recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) débute dimanche à travers l'ensemble du territoire national, et se poursuivra jusqu'au 9 octobre prochain. Cet outil, dont les résultats seront communiqués trois mois après la fin de l'opération, fournira des données et des indicateurs sociaux et économiques d'aide à la décision.



### **Réforme bancaire et financière : La vitesse de croisière du Gouvernement**

Plus que jamais, le Gouvernement redouble d'efforts pour asseoir un système financier et bancaire où le maître-mot sera la performance. Plusieurs actions sont engagées et visent, selon la déclaration de politique générale du gouvernement, notamment «la consolidation d'un secteur bancaire et financier performant, moderne et accessible, susceptible d'apporter une contribution effective au développement de l'économie nationale».



### **Renforcer le commerce extérieur et accompagner les opérateurs économiques : Les Douanes visent un contrôle plus rigoureux**

«Les efforts menés par la Direction des Douanes pour ouvrir des canaux de communication directes avec les opérateurs économiques pour les accompagner sur le terrain visent à promouvoir les exportations hors hydrocarbures et relancer le commerce et leur faire découvrir les diverses facilités douanières et les nouvelles procédures relatives aux transactions commerciales», a indiqué avant-hier, le Directeur divisionnaire de la fiscalité et du recouvrement auprès de la Direction générale des Douanes, Toufik Sassi, lors d'une journée d'information organisée au niveau du siège de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) sous le slogan : «Accompagner les entreprises pour soutenir la relance économique».

## **Gouvernement-walis: Une rencontre d'évaluation et pour relancer l'investissement**

La rencontre Gouvernement-walis, prévue samedi et dimanche à Alger, constitue une étape pour évaluer l'action du Gouvernement et la mise en œuvre d'une feuille de route pour le suivi des résolutions prises lors de la précédente rencontre, sanctionnées par 182 recommandations relatives à la relance de l'investissement et à l'adaptation des programmes de développement dans le sillage du nouveau mode de gestion des services publics locaux et des collectivités locales.

Cette rencontre périodique, organisée sous le Haut patronage du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, représente une opportunité pour dresser le bilan de ce qui a été réalisé et établir une évaluation exhaustive du précédent exercice, tout en remédiant aux lacunes et aux imperfections enregistrées et ce, afin d'atteindre les objectifs assignés dans le sillage de l'instauration de nouvelles règles de gouvernance, comme l'avait déjà ordonné le Président de la République. Selon le ministère de l'Intérieur, des Collectivité locales et de l'Aménagement du Territoire, la rencontre, organisée cette année par le ministère sous le thème de "la promotion de l'économie nationale et du développement local", débattera de 3 axes principaux, à savoir le rôle du wali dans le développement économique local, le nouveau cadre juridique de promotion du climat d'investissement ainsi que la réforme de la finance et de la fiscalité locales.

La rencontre Gouvernement-walis intervient aussi quelques jours après le remaniement du Gouvernement opéré par le président de la République ainsi que le large mouvement ayant touché 26 wilayas et 3 circonscriptions administratives. La nomination de nouveaux responsables à la tête de ces wilayas et circonscriptions administratives insufflera, à coup sûr, un plus grand dynamisme et davantage d'efficacité à la gestion des collectivités locales. Dans ce sens, le président de la République a toujours mis l'accent sur "l'évaluation continue et permanente" du travail effectué par les walis, mettant, en même temps, en garde les walis n'ayant aucune excuse à faire valoir pour justifier le non règlement des problèmes dont souffrent les citoyens. Dans le même cadre, le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane avait déclaré lors de la précédente rencontre Gouvernement-walis (25-26 septembre 2021), organisée sous le thème "Relance économique, équilibre régional, justice sociale", que les recommandations de cette rencontre feront l'objet d'un suivi strict et d'une évaluation périodique au niveau de chaque secteur, sachant que la prise en charge des problèmes du citoyen passe par la lutte contre la bureaucratie, la promotion du développement local et de l'investissement. Des aspects sur lesquels reposent toutes les politiques élaborées par le Gouvernement. Pour rappel, la précédente réunion avait préconisé dans ses recommandations de parvenir à un développement territorial équilibré, un développement intégré, cohérent et durable, dans le cadre d'une stratégie nationale, plaidant en outre pour un renforcement de l'attractivité de l'investissement à travers l'exploitation des ressources des différentes régions du pays.

Il a été également recommandé d'élaborer des plans de développement socio-économiques pluriannuels en tenant compte de l'impératif de la valorisation des potentialités locales et d'accompagner les collectivités locales dans la mise en œuvre des dispositions de la loi organique relative aux Lois de finances.

Pour la relance l'investissement et la création des richesses

A travers les recommandations et le discours développé lors des précédentes réunions Gouvernement-walis, il ressort que la promotion des investissements demeure une des priorités constantes que ce soit au niveau national ou local, à travers des stratégies actualisées et adaptées en fonction des spécificités et des besoins de chaque région. Dans cette optique, il a été déjà préconisé d'unifier l'arsenal juridique régissant l'investissement en Algérie, ce qui permettra par ailleurs de pallier le vide juridique en la matière. La relance de l'investissement et la création des richesses passent également par l'impérative nécessité d'investir dans le capital humain et de dépasser les disparités sociales et régionales, tout en restant attaché au caractère social de l'Etat -un des principes de la Déclaration du 1er novembre 1954- et ce, en adoptant une approche globale et intégrée pour intervenir rapidement et efficacement dans le Sud, les Hauts-plateaux mais aussi les zones déshéritées et enclavées. En outre, la question relative à la réponse à des situations de crise auxquelles pourrait être confronté le pays, comme la pandémie du Covid-19, les incendies, les inondations et le stress hydrique, figure parmi les recommandations de la précédente réunion Gouvernement-walis d'où la nécessité de mettre en place une nouvelle stratégie pour faire face à ces catastrophes naturelles. Il s'agit en fait de repenser notamment les modes de prévention, de coordination et d'intervention pour définir une stratégie permettant une gestion efficace des crises et ce, par la séparation des tâches. Il a été aussi recommandé de privilégier un mode gestion numérique des plans de prévention en recourant à l'utilisation des nouvelles technologies en vue de perfectionner davantage un système national de vigilance et d'alerte précoce.



### **Déclaration de politique générale: Les réalisations accomplies en une année mises en exergue**

La Déclaration de politique générale du Gouvernement qui sera présentée le 3 octobre devant l'Assemblée populaire nationale par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, et qui s'articule autour de 5 chapitres sous les titres de la «Consolidation de l'Etat de droit et rénovation de la gouvernance», «Pour une relance et un renouveau économiques», «Pour un développement humain et une politique sociale renforcée», «Pour une politique étrangère dynamique» et «Renforcement de la sécurité et de la défense nationales», abordera globalement les réalisations accomplies une année après la présentation, devant la même Assemblée, du plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République.

D'emblée, la Déclaration aborde la poursuite de la concrétisation des réformes politiques et institutionnelles décidées par le président de la République. En matière de consolidation de l'Etat de droit, le document fait savoir que 12 textes législatifs sur les 30 retenus ont été promulgués et 12 autres sont programmés pour être déposés au niveau du Parlement lors de la session parlementaire en cours. Il est précisé également que la consolidation de l'Etat de droit est consacrée par la modernisation de la justice et le renforcement des libertés et ce, au moyen notamment de la mise sur pied d'une justice indépendante et efficace, l'amélioration de la qualité de la justice, ainsi que la facilitation de l'accès à la justice, du «plein exercice des droits et libertés», à travers le renforcement du dialogue et de la concertation, l'avènement d'une société civile dynamique et engagée, l'engagement de garantir «la sûreté et la sécurité des personnes et des biens» et une «gouvernance rénovée pour plus de performance et de transparence», selon les termes du document. La moralisation de la vie publique n'est pas en reste, un objectif atteint grâce à une politique de «prévention et de lutte contre la corruption, l'enracinement des valeurs éthiques ainsi que la rénovation du cadre juridique applicable aux agents publics», alors que l'accès aux fonctions de l'Etat, précise-t-on encore, s'est basé sur le critère de compétence, souligne à ce propos le document.

Sur le plan de la relance et du renouveau économiques, les principales mesures prises, selon la Déclaration de politique générale, ont consisté au renforcement des leviers de croissance, le développement des secteurs stratégiques porteurs de croissance, la valorisation de la production nationale, le développement des infrastructures d'appui, le renforcement de l'économie de la connaissance et l'accélération de la transition numérique. La promotion de l'investissement et l'amélioration du climat des affaires ont été également au cœur du Plan d'action du Gouvernement durant l'exercice 2021-2022, selon la Déclaration de politique générale. Ajoutant dans ce sillage que le Gouvernement s'est attaché à moderniser le système bancaire et financier via la révision prochaine de la loi sur la monnaie et le crédit, la préparation de l'introduction en Bourse de 2 banques publiques, dans le cadre de la contribution du marché financier dans la mobilisation de l'épargne et le financement de l'économie, l'amélioration du climat des affaires, notamment par la promulgation de la loi relative à l'investissement, la promotion de l'entrepreneuriat et la création d'une nouvelle forme juridique pour les startups et l'assainissement du foncier industriel.

Attention particulière a été accordée à l'amélioration du pouvoir d'achat

Concernant le volet relatif au renforcement du capital humain et l'amélioration de la protection sociale, le document précise que les principales mesures prises ont consisté à renforcer les secteurs de la santé, de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, à améliorer le cadre de vie du citoyen et à consolider la politique sociale à l'effet d'assurer plus d'efficacité et d'équité. Une attention particulière a été accordée à l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen et à la consolidation des systèmes de sécurité sociale et de retraite, à travers notamment la revalorisation des salaires et des pensions de retraite, l'institution de l'allocation chômage et d'autres mesures visant à stabiliser les prix, affirme le Gouvernement dans sa Déclaration de politique générale.

Pour ce qui est de la politique étrangère, l'Algérie a renforcé ses liens avec l'Afrique et le monde arabe et développé sa diplomatie économique pour la mettre au service du plan de relance économique, ajoute-t-on, précisant que «l'organisation de la communauté nationale à l'étranger a constitué un autre axe stratégique de notre action diplomatique».

S'agissant du renforcement de la sécurité et de la défense nationale, face à un contexte régional et international mouvementé, le document note que «l'Armée nationale populaire a œuvré à la sécurisation des frontières et à la préservation de l'intégrité territoriale, à la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, au développement de la cyber-défense et de l'industrie militaire, tout en renforçant les relations de coopération bilatérales et multilatérales».



### **Commentaire : LE TEMPS DE L'IMPLICATION**

Une année presque jour pour jour, après leur dernière rencontre, gouvernement et walis se retrouvent aujourd'hui au Palais des Nations pour procéder à l'évaluation de la mise en œuvre de la feuille de route arrêtée à l'issue de leur dernière réunion. Fidèle à sa méthode de travail, le président Tebboune entend ainsi faire le point avec les premiers responsables locaux sur l'état d'avancement des chantiers lancés en vue d'y apporter des correctifs, si nécessaire, et donner de nouvelles orientations pour assurer la bonne marche des affaires de l'Etat. Et pour cause, les walis sont désormais tenus, d'une part de rendre des comptes et de jouer, d'autre part, leur rôle dans le développement local conformément aux prérogatives qui sont les leurs et selon la stratégie arrêtée par le gouvernement dont la déclaration de politique générale sera présentée le mois d'octobre devant le Parlement. Le récent mouvement opéré dans le corps des walis est la preuve que les choses ont changé et que ces derniers sont plus que jamais comptables de leur gestion devant le premier magistrat du pays.

La mise de fin aux fonctions de 16 walis et de trois walis délégués et les mutations décidées dix jours avant cette réunion annuelle se veulent un signal fort adressé par le président de la République en direction des responsables locaux. C'est du reste ce que n'a pas manqué de souligner le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire lors de l'installation du nouveau wali d'Alger. Brahim Merad a affirmé, à cette occasion, que le vaste mouvement opéré par le président de la République dans le corps des walis et walis délégués «dénote son grand intérêt accordé à la gestion de la chose publique au niveau local et son souci de suivre, personnellement, les performances des différents acteurs et l'efficacité de la prise en charge des questions liées aux citoyens et à leurs aspirations». C'est dire qu'il est attendu de chaque wali une plus grande implication pour répondre aux besoins socio-économiques de la population. A charge pour lui de faire preuve d'innovation et de prendre des initiatives pour une meilleure prise en charge des doléances dans l'optique de garantir l'équité sociale.

Aujourd'hui, il n'est plus permis que des régions entières du territoire national demeurent à la traîne par la faute de responsables locaux alors que l'Etat met en œuvre tous les moyens et les outils réglementaires pour assurer un rééquilibrage régional.

Le wali doit être en mesure de favoriser la venue d'investisseurs en créant un climat attractif et en leur offrant les conditions idoines pour la réalisation de projets à l'impact socioéconomique certain.



### **Accompagnement des opérateurs économiques**

Dans son intervention, au nom du directeur général des Douanes, lors d'une journée d'information sur les amendements introduits au tarif douanier, tenue, jeudi dernier, au siège de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie à Alger, le contrôleur général à la direction générale des Douanes, Toufik Saci, a indiqué que les services douaniers sont mobilisés pour assurer un accompagnement effectif et efficient aux exportateurs et autres opérateurs économiques, à travers la mise en place de mécanismes de facilitation et de simplification des procédures douanières.

Il a mis en exergue les diverses facilités, les nouvelles procédures et les différentes opérations douanières relatives aux transactions commerciales permettant le rapprochement entre les deux parties à l'effet de consolider la coopération réciproque et le partenariat douanes-opérateurs économiques. Il a expliqué que les orientations de l'administration des Douanes s'inscrivent en droite ligne du programme du président de la République visant l'augmentation des exportations hors hydrocarbures, la promotion de la production nationale, la relance du commerce et la protection des produits algériens de la contrefaçon. Saci Toufik a fait part de l'existence d'un projet du nouveau système d'information et de gestion informatisée des Douanes, réalisé en partenariat avec les Coréens. Il s'agit d'un outil qui permet de fluidifier les échanges commerciaux et d'avoir, en temps réel, toutes les informations nécessaires et utiles liées notamment à l'exportation.



### **AMENDEMENT DU TARIF DOUANIER : L'expérience algérienne mise en avant**

Une journée d'information sur les amendements introduits au tarif douanier a été organisée, jeudi dernier, par la direction des Douanes au siège de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie au profit des opérateurs économiques. Il s'agit pour l'administration des Douanes d'informer ces derniers sur les amendements apportés à la structure du tarif douanier, à l'occasion de l'introduction de la nouvelle version (2022) du Système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises.

Le contrôleur général à la direction générale des Douanes, Saci Toufik, a indiqué que notre pays a fait œuvre de pionnier en matière d'application des règles générales pour l'interprétation du système harmonisé entrée en vigueur en janvier 1988, et dont l'Algérie est membre depuis 1991.

Il a expliqué que le SH est constitué de 21 sections, de chapitres et de positions et sous positions. Le responsable a reconnu que le classement des produits n'est pas une mince affaire. «C'est une opération complexe et compliquée», a-t-il souligné. Selon lui, la tâche de distinguer la dénomination technique et commerciale des produits n'est pas aussi facile. Il explique que le SH constitue une base d'élaboration des tarifs douaniers et des statistiques extérieures. «C'est un instrument qui permet de fluidifier les échanges internationaux, faciliter le visuel, la comparaison et l'analyse des statistiques en harmonisant la désignation, le classement et la codification des marchandises dans le commerce international.

C'est un outil pour déterminer les règles d'origine », a-t-il soutenu. Selon le représentant des Douanes, des opérateurs économiques ignorent certaines règles régissant le commerce extérieur. Le SH est aussi un instrument pour la surveillance des marchandises. Saci Toufik affirme que la nouvelle version du SH répond aux tendances commerciales. «Tenir à jour le SH est une priorité. Il y a de nouveaux produits qui sont créés qui doivent être introduits dans la nomenclature. La mise à jour du système est établie sur la base des contributions des parties contractantes et diverses organisations internationales», a-t-il expliqué. Il affirme que les 351 amendements ont touché une importante partie de produits, tous secteurs confondus (produits chimiques, textiles, bois, moyens de transport, huiles d'origine microbienne, ....).

Il ajoute que la nouvelle version renferme les positions et sous-positions tarifaires par rapport à celle de 2017. Il a mis en exergue, entre autres, les amendements visant la sécurité humaine où il a été procédé au classement et à la spécification des produits tels que les réactifs. Il a, également, évoqué l'encadrement de la matière radioactive pour éviter son utilisation à des fins criminelles. Le responsable a fait état de l'introduction et de la désignation de plusieurs articles dans les modifications de la tarification douanière, à l'instar de produits technologiques, de machines tridimensionnelles et de produits sensibles pour permettre aux services douaniers de mieux procéder au contrôle.



### **Indicateurs socio-économiques : Les prévisions optimistes du CNESE**

L'année 2023 s'annonce comme celle de la reprise de l'économie nationale après deux années d'inertie imposée par la crise sanitaire et ses retombées sur l'économie. Selon les prévisions du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), des investissements majeurs vont être lancés et les projets à l'arrêt vont être relancés, outre l'augmentation des niveaux d'exportations hors hydrocarbures. L'Algérie devra, cependant, faire face à plusieurs défis les années à venir.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

 [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

 Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



[@MFinance\\_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES-CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger